

Naissance d'un service public : le gaz à Paris, Jean-Pierre Williot. Éditions Rive Droite, Institut d'Histoire Industrielle, Paris, 1999, 778 pages

Christophe Defeuilley

DANS **FLUX** 2002/2-3 n° 48-49 , PAGES II À II

ÉDITIONS **MÉTROPOLIS**

ISSN 1154-2721

DOI 10.3917/flux.048.0122b

Date de mise en ligne : 01/12/2007

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-flux1-2002-2-page-II?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Métropolis.

Creative Commons - Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale 4.0 International (CC BY-NC 4.0)



Repères bibliographiques

Notes de lecture

À signaler

Revue des revues

Urban Infrastructure in Transition : Networks, Buildings, Plans

Simon GUY, Simon MARVIN,
Timothy MOSS
London and Sterling (VA),
Earthscan, 2001, 211 pages

Cet ouvrage est le fruit d'un collectif de chercheurs, issus de divers champs disciplinaires (histoire, sociologie, aménagement, ingénierie, écologie urbaine) et rassemblés autour d'une question commune : dans quelle mesure les réseaux d'infrastructures urbains peuvent-ils être socialement et techniquement repensés pour répondre aux nouvelles pressions économiques et environnementales (privatisation et libéralisation des « marchés » de services, normes environnementales plus exigeantes, nouvelles structures d'incitations économiques, coûts élevés de la modernisation des infrastructures, concurrence accrue entre les technologies disponibles, évolutions incertaines des modes de consommation) ? Cette question fut d'abord à l'origine d'un programme de recherche (1994-1998) comparant, dans différentes régions urbaines européennes, les transformations de la gestion des services en réseaux et leurs rapports avec les préoccupations environnementales.

L'ouvrage reprend, dans un format agréable (211 pages), les principaux apports de ce travail, articulant dimension théorique (première partie et conclusion) et éclairages empiriques (parties 2, 3 et 4). À la lecture, l'impression prévaut néanmoins que les deux principaux volets de la recherche (mutations des services en réseaux ; gestion durable des flux) sont juxtaposés et ne permettent pas de construire une vraie cohérence à partir de deux corpus somme toute hétérogènes.

Au premier est adossée une analyse socio-technique très stimulante des transformations gestionnaires affectant les réseaux urbains. Se démarquant des déterminismes technologique et sociologique, les auteurs revendiquent une approche systémique des interrelations entre processus et dispositifs de production d'un côté, dynamiques et pratiques sociales de consommation de l'autre, et proposent d'en analyser conjointement les incidences sur la gestion des infrastructures.

L'enseignement majeur qu'ils en tirent, illustré par les trois premières études de cas (partie 2), est que la conjonction des facteurs de changement ébranle les modes traditionnels de gestion mais ne favorise pas l'émergence d'un nouveau modèle unique de gestion durable des réseaux. Les réactions des opérateurs de services ressortissent pourtant à un petit nombre de logiques aisément identifiables dans les études de cas :

- la commercialisation : pour améliorer la compétitivité et l'efficacité, résister à la libéralisation et faire face à l'accroissement des coûts d'investissement ;
- la gestion de la demande : pour étendre sélectivement l'offre en services à des groupes de consommateurs dont la loyauté est ainsi consolidée, et pour maximiser l'utilisation du réseau ;
- la mixité des techniques : notamment pour compléter les systèmes centralisés existants par des techniques décentralisées ;
- la différenciation spatiale : pour démarquer les périmètres physiques de gestion et utiliser plus efficacement les ressources.

La diversité des systèmes de gestion provient donc moins des logiques à l'œuvre que de la manière dont elles s'agrègent et s'incarnent dans des pratiques et dispositifs locaux de gestion. Les trois premières études de cas illustrent ainsi des combinaisons encore instables de dispositifs concurrents issues d'une crise régionale, soulignant la diversité des défis auxquels elles tentent de répondre : décrue des consommations et nouvelles réglementations de dépollution des nappes et eaux de surface à Berlin ; intégration de dispositifs décentralisés (percolation) dans des réseaux centralisés de drainage à Copenhague ; gestion de la pénurie d'eau dans le Yorkshire lors de la sécheresse de 1995. Autant que la diversité des facteurs de changement, les exemples soulignent ici la

complexité croissante de la gestion des réseaux face à la multiplication des acteurs (les usagers, à qui sont confiés de nouveaux rôles, mais aussi les concepteurs/constructeurs des techniques décentralisées « alternatives » par exemple) et des techniques utilisées. Ils témoignent ainsi d'une hétérogénéité accrue de systèmes gestionnaires territorialisés, dans lesquels les facteurs institutionnels et non institutionnels locaux conditionnent la nature et l'efficacité du changement, déterminant des « fenêtres d'opportunité ».

Cette logique de diversification est observée aux échelles régionale (entre les systèmes gestionnaires) et locale (au sein de chaque système). Dans ces derniers, en effet, les auteurs croient aussi observer une pluralité croissante des logiques et dispositifs, en phase avec la micro-différenciation des contextes urbains. Le vrai défi serait donc d'inventer des modalités de régulation de cette diversité qui n'en réduisent pas le potentiel de souplesse et de flexibilité.

L'originalité de ce défi est soulignée par les auteurs qui rappellent ce qu'ont été les objectifs de la période précédente, marquée au contraire par des logiques d'homogénéisation dans lesquelles la fourniture et l'usage des infrastructures étaient dominés par la standardisation, le réseau contribuant à uniformiser les pratiques sociales. Même s'il y a quelque exagération à réduire la réalité à ce seul modèle, que les auteurs préfèrent qualifier de

« configuration intérimaire », c'est bien sa cohérence interne que remettent en cause les évolutions récentes. Tandis que les innovations techniques limitent la portée et l'intérêt de la standardisation, la libéralisation et les nouvelles régulations accroissent le rôle et les choix des usagers/consommateurs, légitimant une différenciation socio-spatiale de l'offre en termes de coût, de disponibilité et de qualité.

L'homogénéité spatiale qui caractérisait les dispositifs antérieurs s'érode en même temps que s'effritent les monopoles territoriaux, que s'imposent les logiques commerciales des entreprises de services et que se multiplient les dispositifs décentralisés. Comprendre les changements contemporains nécessite ainsi une connaissance approfondie de l'organisation sociale sous-tendue par les dispositifs de gestion localisés et une attention plus grande aux échelles de cette gestion comme à celles de l'intervention des pouvoirs publics (p. 203).

Exploiter les opportunités offertes par ces changements pour favoriser de nouvelles logiques (de gestion durable par exemple) exige aussi de mieux comprendre les ressources de flexibilité et d'adaptabilité des LTS, dont les auteurs voient la preuve dans la diversité des « styles » de gestion observés dans chacune des études de cas. Il se peut ainsi que les entreprises privées, dont la présence s'est massivement imposée dans le sillage

des « privatisations », se saisissent de ces opportunités pour développer, là où c'est rentable, des réseaux qui répondent mieux aux marchés locaux mais rien n'indique encore clairement les effets réels de ces ajustements sur l'offre générale en services. De même le fait que les consommateurs aient plus de choix qu'auparavant ne signifie nullement qu'ils opteront pour des techniques et pratiques respectueuses de l'environnement, mais l'existence d'un univers de choix bouleverse les rapports de force antérieurs et ouvre de nouvelles opportunités. L'ouvrage est ainsi particulièrement convaincant lorsqu'il milite pour une prise en compte et une valorisation de ces « styles », et pour une véritable territorialisation de la gestion des infrastructures.

Là est le cœur de l'ouvrage. La continuité avec les deux autres parties, censées compléter la perspective en changeant d'échelle et d'objet, est moins probante. La partie 3 porte sur les bâtiments écologiques (*green buildings*) en cherchant à analyser les facteurs qui déterminent l'utilisation ou non de techniques et de pratiques respectueuses de l'environnement et en examinant plus particulièrement le rôle des interfaces entre les réseaux techniques et les installations intérieures des bâtiments dans la dynamique d'innovation et d'expansion de la construction écologique.

La partie 4 propose trois études de cas explorant les relations entre la planification environnementale à

l'échelle locale (par exemple dans les Agendas 21) et les changements de gestion des réseaux techniques. Constatant que ces articulations sont encore largement à construire, elle souligne néanmoins qu'à défaut de se traduire dans la pratique et les documents de planification, une convergence se fait jour au sein de nouvelles communautés d'intérêt dont le pouvoir d'entraînement pourrait être utilisé pour favoriser la diffusion d'une gestion plus respectueuse de l'environnement.

Ces thématiques ne sont pas sans rapport avec celles de la première partie : le problème tient plutôt au caractère artificiel, ou inachevé, de leur rapprochement. Plus généralement, cette relative étanchéité des trois parties révèle et reflète le chevillage fragile entre la problématique de la territorialisation et la question environnementale proprement dite. D'une part nombre des arguments qui décrivent et étayent la thèse de la territorialisation croissante des logiques de gestion ne sont pas directement liés à la question environnementale, d'autre part celle-ci apparaît tantôt comme un facteur direct du changement (à travers l'édiction de normes plus sévères par exemple), tantôt comme un effet indirect possible des mutations, tantôt comme un élément de contexte (la sécheresse).

Pourquoi et comment passe-t-on de la gestion des flux (dont l'ancrage dans les thématiques écologiques apparaît solide), à la gestion des

infrastructures, de celle-ci au design architectural et, enfin, à la planification environnementale ? La confusion est encore accrue par le parti pris de l'ouvrage de ne pas définir ce que serait une « gestion durable des flux ». De manière révélatrice mais peu convaincante, les auteurs se refusent à conférer un sens précis à ce pseudo concept, qui serait surtout utile comme « concept en creux » (p. 198), pour fédérer des conceptions et des pratiques très diverses en fonction des lieux. Finalement, en affirmant qu'une connaissance fine des systèmes socio-techniques localisés est un préalable à l'exploitation de leur rôle potentiel dans la préservation ou la restauration de la qualité de l'environnement, l'ouvrage semble surtout instrumentaliser la question de l'environnement pour conforter sa thèse centrale.

Il n'en mérite pas moins d'être signalé pour son apport à la réflexion générale sur les mutations de la gestion des infrastructures, dont il faut à nouveau souligner la qualité des études de cas et de leur mise en perspective, ainsi que l'originalité d'une démarche attentive à la dimension territoriale dans la stabilisation des complexes gestionnaires localisés.

Naissance d'un service public : le gaz à Paris

Jean-Pierre WILLIOT
Éditions Rive Droite, Institut
d'Histoire Industrielle,
Paris, 1999, 778 pages

Cet ouvrage, issu d'une thèse de doctorat soutenue en 1995, retrace l'histoire de l'adoption et du développement d'une nouvelle forme d'énergie, le gaz manufacturé, à Paris. L'auteur prend le parti d'une analyse qui se déroule sur le long terme, sur plus d'un siècle, de la fin du 18ème siècle au début du 20ème siècle. Il peut ainsi nous apporter des enseignements sur les conditions de développement du gaz comme source d'éclairage, sur les formes que prennent les arrangements institutionnels et les structures industrielles qui accompagnent ce développement, puis sur les raisons qui provoquent son déclin. Ce faisant, il apporte une contribution utile, non seulement à l'histoire des techniques, mais aussi à l'analyse industrielle des groupes privés de services urbains.

Le parti pris chronologique du livre nous permet de suivre avec beaucoup de clarté les grandes étapes de cette histoire. Le premier brevet concernant le gaz manufacturé est déposé en 1799 par l'ingénieur Lebon. Les premières installations d'éclairage au

Sylvy Jaglin

gaz, illuminant quelques rues de Londres, datent de 1807. La première société exploitant ce procédé de fabrication de gaz, la Gas Light & Coke Company, est créée en 1812. Le gaz gagne rapidement les faveurs des boutiquiers et des théâtres parisiens. Il bénéficie d'un « effet de mode », relayé très tôt par les préoccupations des pouvoirs publics, qui voient dans un meilleur éclairage des rues un moyen efficace de rendre la ville plus sûre.

Cette innovation du début du siècle va recevoir le soutien du roi qui accepte de participer à la création d'une société de gaz à Paris. On cherche alors, à partir d'expériences spectaculaires et prestigieuses (éclairage de monuments et bâtiments publics), à enclencher un effet d'entraînement susceptible d'attirer des investisseurs privés capables de réunir les fonds indispensables à l'extension de l'usage du gaz. S'ouvre alors une période d'intense activité : plusieurs compagnies parisiennes voient le jour, une concurrence pour capter les meilleurs clients des beaux quartiers se développe.

Les pouvoirs publics interviennent en 1835 pour « astreindre l'éclairage au gaz à un règlement qui ne laissât pas les consommateurs à la merci des compagnies » (p. 160). Paris est divisé en six périmètres d'exploitation, gérés chacun par une compagnie. En 1846, un traité d'exploitation est signé. Mais les conditions de fonctionnement des entreprises se dégradent rapidement, la consommation baisse. En 1855, il

est décidé de fusionner les six compagnies et de former une seule grande firme couvrant tout Paris : la Compagnie Parisienne d'Éclairage et de Chauffage. Une concession de 50 ans lui est accordée. Cette fusion répond à des exigences essentiellement industrielles. L'extension du réseau coûte cher, l'activité est très capitalistique, les entrepreneurs acceptent de s'associer pour partager les coûts et bénéficier des économies d'échelle rendues possibles par la mise en commun des réseaux et des installations.

La compagnie parisienne de gaz, portée par la hausse continue de la consommation, va vivre 25 ans de succès. La firme adopte une politique de prix agressive pour doper les ventes, accepte à partir de 1870, d'équiper gratuitement en conduites de gaz les étages des immeubles : le réseau « horizontal » se complète d'un réseau « vertical ». Le gaz reste toutefois un luxe que peu de ménages peuvent s'offrir. En 1880, Paris ne compte que 148 514 abonnés et les commerces restent, et de loin, le marché principal de la compagnie. Les foyers modestes n'ont pas accès à cette nouvelle forme d'éclairage.

À partir de 1880, s'ouvre le « temps des incertitudes ». Les relations avec les pouvoirs publics se dégradent, le monopole privé commence à être remis en cause, la compagnie souffre d'une image dégradée, les prix sont jugés trop élevés, des accidents spectaculaires relancent les

interrogations sur la dangerosité de l'utilisation du gaz (un incendie à l'Opéra Comique le 25 mai 1887 fait 115 morts). Et surtout, le gaz commence à être concurrencé par l'électricité qui se développe petit à petit à Paris à la fin du 19^{ème}. Arrivée à son terme en 1905, la concession n'est pas renouvelée, les actifs de la compagnie sont repris par les autorités publiques et un nouveau contrat de régie intéressée est signé. Le gaz manufacturé comme moyen d'éclairage ne résistera pas à l'essor de l'électricité.

Ce livre, produit d'un travail considérable, fourmille de détails intéressants, comme par exemple le parcours des principaux dirigeants des compagnies gazières, les diverses étapes des débats et des prises de décisions des autorités municipales, le fonctionnement interne de la compagnie parisienne de gaz, son patrimoine industriel, etc. Il est particulièrement convaincant lorsqu'il analyse avec soin le parcours, souvent long, difficile et tortueux, qui commence avec le premier brevet et qui se poursuit avec les premiers développements industriels, puis la formation des compagnies et l'engagement des investisseurs privés. Il est intéressant de noter que dans cette aventure, les pouvoirs publics ont joué un rôle central, non seulement en réglementant l'activité de telle sorte que l'initiative privée puisse s'y épanouir, mais aussi en jouant un rôle initial majeur, en encourageant les premières démonstrations et en

finançant la première compagnie dès 1818. On pourra simplement regretter que l'auteur ne s'attarde pas sur les mécanismes de régulation (instruments économiques, financiers et juridiques) utilisés par les autorités publiques pour encadrer l'activité de la compagnie du gaz, monopole privé couvrant tout Paris. Pourquoi les relations entre le concessionnaire et le concédant se sont-elles détériorées ? La régulation était-elle défailante au point de permettre à la firme d'engranger des profits « excessifs », au détriment de l'extension du réseau et des investissements dans les quartiers populaires ? Pourquoi la compagnie a-t-elle échoué à obtenir une reconduction de son contrat ? Cela signe-t-il l'échec de l'économie de la concession, provoquée par une régulation défailante, ou est-ce dû à des questions d'ordre technique et industriel (gaz trop cher à produire, réseau trop cher à étendre aux quartiers populaires, risques d'incendie trop importants, etc.) ? Un traitement plus complet de ce type de questionnements aurait été particulièrement intéressant et aurait pu apporter une contribution utile aux débats actuels relatifs à la régulation des services urbains.

Christophe Defeuilley

Villes virtuelles. Entre communauté et cité. Analyse de cas

Béatrice VAN BASTELAER, Laurent HENIN et Claire LOBET-MARIS
(sous la direction de)
Paris, L'Harmattan, 2000, 255 pages

Villes virtuelles. Au départ, l'expression peut étonner. Une ville est par définition réelle, même si elle autorise différents niveaux de lecture, qui font parfois appel à l'imaginaire. Le concept de villes virtuelles est particulièrement ambigu, comme le reconnaît d'entrée de jeu B. van Bastelaer, dans le premier chapitre de l'ouvrage. Dans la littérature récente, il peut signifier deux choses fort distinctes, pour ne pas dire opposées : le développement des réseaux de communication, qui permettent de créer une cité câblée (wired city en anglais) ; et la présence des villes sur le web. C'est cette deuxième acception qui est l'objet du présent ouvrage : l'espace que développent des villes ou des communautés sur le web. Au cours des dernières années, les villes ont massivement investi le web, à la recherche de nouveaux lieux pour se faire connaître, mais également pour développer de nouveaux services pour les résidents et les entreprises, actuels ou potentiels, de même que pour les

visiteurs, ceux qui s'intéressent à la ville réelle ou même ceux qui ne font que se promener sur Internet, à la découverte d'un monde parallèle. Mais s'agit-il là vraiment de villes virtuelles ? On peut en douter, surtout que, dans la plupart des cas, Internet n'est utilisé que comme un nouveau moyen de communication, pas très différent des outils plus traditionnels. Même la mise à jour de l'information est loin de toujours être acquise, bien qu'elle soit facilitée, sans doute parce qu'elle impose aux administrations une modification souvent importante de leurs pratiques : la transparence a des exigences que ne sont pas toujours capables de satisfaire les administrations publiques.

L'ouvrage comporte deux grandes parties. Dans la première, qui comprend deux chapitres particulièrement intéressants, les auteurs présentent les villes virtuelles. Dans le chapitre 1, B. van Bastelaer examine l'histoire des villes virtuelles. Cette histoire, elle la fait débiter dans les années 1960, avec la mise en place des radios libres et des télévisions communautaires. Même si on peut trouver étrange de prime abord ce rapprochement entre radios, télévisions et sites web, ces trois technologies visent toutes, en fait, à rapprocher les individus, afin de créer de véritables communautés. Le but des premières radios libres et télévisions communautaires était d'offrir du contenu local et d'offrir un lieu de libre expression et ce faisant encourager la participation des usagers. Internet n'est pas très

différent des radios et des télécommunications communautaires, même si les sites web sont rarement, vraiment interactifs. Mais les radios et les télécommunications communautaires se sont également transformées, quand elles n'ont pas carrément disparu.

Le deuxième chapitre pose la question de l'essor des villes virtuelles et de l'ancrage de ces nouvelles communautés dans la cité. Dans ce chapitre, sans aucun doute le plus intéressant du livre, L. Henin et B. van Bastelaer s'interrogent sur les raisons qui expliquent le développement des villes virtuelles et les rapports local-global, dans le contexte du développement d'Internet. Les auteurs négligent toutefois l'effet de mode, dans leur analyse de l'explication du développement des villes virtuelles : si plusieurs villes se sont aménagées un espace web, c'est sans doute parce qu'elles y voyaient un potentiel intéressant, mais c'est aussi parce que toutes les autres villes le faisaient, et qu'elles ne pouvaient donc pas y échapper. D'ailleurs, à l'analyse, on constate que plusieurs des sites web municipaux sont soit insignifiants, soit dépassés. D'où l'intérêt des études de cas.

La deuxième partie de l'ouvrage porte sur quatre cas, fort différents au plan des technologies utilisées et de l'utilisation qu'elles font des possibilités des outils développés, sans doute parce que les projets sont nés à des dates différentes, dans des contextes également singuliers. Les quatre cas

étudiés, que les auteurs abordent sous l'angle de la construction sociale, sont tous européens : Copenhagen Base (B. Jaeger), Anvers (J. Pierson), Amsterdam (M. van Lieshout), Namur (B. van Bastelaer). Ces cas sont intéressants, parce qu'ils ne posent pas le problème des villes virtuelles en termes technologiques, pour plutôt aborder leur développement en lien avec les communautés qu'elles doivent desservir. Ces textes, parfois un peu longs, sont surtout intéressants pour les leçons que l'on peut en tirer. C'est d'ailleurs là l'objet du dernier chapitre du livre. Dans ce texte, B. van Bastelaer et C. Lobet-Maris construisent sur les quatre études de cas, pour discuter des difficultés à aménager des villes virtuelles. L'enjeu est d'abord dans le choix de la technologie, surtout parce que l'évolution est particulièrement rapide; cela est particulièrement évident dans le passage du mode texte au mode graphique, qui décuple les possibilités.

L'enjeu est également, et peut-être davantage, dans le contenu des villes virtuelles que l'on met en place. Quels besoins cherche-t-on à satisfaire ? La réponse à cette question est d'autant plus difficile à apporter que « L'utilisateur reste une grande inconnue », comme l'écrivent si justement B. van Bastelaer et C. Lobet-Maris. En fait, non seulement les besoins des utilisateurs évoluent-ils rapidement, mais en plus de nouveaux utilisateurs s'ajoutent et profitent des possibilités nouvelles qu'offrent ces villes virtuelles. Très souvent, les

citoyens des villes virtuelles font des demandes que n'ont pas prévues les concepteurs des systèmes mis en place. C'est que l'interactivité n'est pas simple à mettre en place : ce n'est pas qu'un processus technique, c'est également une façon de communiquer, qui transforme en profondeur les relations entre les citoyens et les administrations.

L'intérêt de cet ouvrage est de montrer les possibilités qu'offre une présence sur le web, mais surtout de nous permettre de mieux comprendre les embûches qui nous guettent dans la création de ces villes virtuelles. Les technologies sont habilitantes, mais ce qu'il ne faut pas oublier c'est que ce sont les usagers qui leur donnent un sens. Ainsi, ce n'est pas parce que les technologies permettent l'interactivité, que c'est ce que cherchent les utilisateurs. Il faut donc s'interroger sur leurs besoins, afin de pouvoir y répondre. Les villes virtuelles vont se transformer, au fur et à mesure qu'elles vont se peupler. On ne peut qu'espérer que les auteurs de cet ouvrage continueront de s'y intéresser.

Paul Lewis
Université de Montréal

**Nouvelles technologies
de communication.
Nouveaux usages ?
Nouveaux métiers ?**

Daniel THIERRY
(sous la direction de)
L'Harmattan, 2000, 268 pages

Les nouvelles technologies de communication sont de moins en moins nouvelles. Mais elles ne manquent pas de produire encore de nouveaux usages, de nouveaux métiers. C'est que les usagers ne se sont pas encore totalement appropriés ces technologies, dont on découvre de nouvelles possibilités, de nouveaux usages. De nouveaux métiers sont apparus avec le déploiement des technologies de l'information, et, surtout, les technologies transforment les métiers existants. C'est justement cette question des nouveaux usages et des mutations professionnelles que provoque le développement des technologies de l'information qu'on aborde dans *Nouvelles technologies de communication. Nouveaux usages ? Nouveaux métiers ?*

L'ouvrage par D. Thierry regroupe les communications présentées lors d'une série de séminaires, dont l'objectif était de « réévaluer le juste poids » des TIC dans la constitution de nouveaux métiers et de nouveaux usages. L'intérêt de ce cycle de séminaires est double. Premièrement, les auteurs réunis par l'Institut universitaire de technologie de Lannion abordent spécifiquement les usages, et

non la seule question de la technologie. Ce faisant, ils nous aident à mieux comprendre l'impact des technologies sur la société, mais également les limites de ces outils, de plus en plus répandus. Car si les technologies de communication permettent de travailler autrement, leur impact n'est pas toujours celui qu'on avait imaginé. Les technologies offrent des possibilités, mais ce sont les usagers qui leur donnent un sens, en se les appropriant. Deuxièmement, les séminaires réunissaient à la fois des chercheurs, qui étudient les technologies de communication, et des professionnels, qui les utilisent et ce faisant créent les nouveaux usages. L'ouvrage ne rapporte pas en détail les échanges et les débats, qui ont sans doute été fort intéressants compte tenu des questions abordées dans certains des séminaires et des enjeux qui se dessinent à travers les communications des auteurs. Il ne rend compte que des communications qui, toutes, nous permettent d'avancer dans nos réflexions sur les usages qui sont faits des technologies. Mais c'est probablement insuffisant pour nous permettre de véritablement débattre des enjeux qui se dessinent, d'autant que les technologies évoluent, et avec elles les usages et les façons de concevoir les métiers, nouveaux ou redéfinis par les technologies.

Les six séminaires du cycle dont rend compte l'ouvrage ont abordé différents thèmes d'importance : les réunions à distance, l'imagerie médicale et la télémedecine, l'imagerie

(la simulation) et le local. C'est en fait le thème du local qui occupe la plus grande place : trois séminaires ont été consacrés à cette question, fondamentale s'il en est. Les technologies de communication modifient les rapports entre le local et le global, car si les TIC sont par définition planétaires, elle se déploient également à l'échelle locale, contribuant à définir de nouvelles pratiques et ce faisant les possibilités des acteurs dont l'action n'était souvent que locale. Il nous est ainsi possible de nous interroger sur ce qu'est le local. On le voit avec l'essor d'Internet, la clientèle n'est plus locale au sens territorial du terme : il est possible, pour une entreprise, de rejoindre des clients à l'autre bout du monde ou, à l'inverse, il est possible pour un individu d'acheter une entreprise située au loin ; *la distance n'a plus d'importance*. En ce sens, le local n'est local que par l'objet concerné. Ou, dans le cas de la télévision et des journaux, par le choix du contenu. Dans ce sens et malgré la mondialisation, malgré l'essor des TIC, le local conserve toute sa pertinence dans un monde qui s'est rétréci, comme le montre A. Busson (Observatoire des Télécommunications dans la Ville), dans un texte qui traite des effets structurants des réseaux. On voit bien la pertinence du local, avec le développement de la télévision locale en France, qu'examinent G. Pineau (Institut National de l'Audiovisuel) et B. Leroux (France 3). Malgré les TIC, et aussi grâce aux TIC, la télévision locale se développe, parce qu'elle est

« ancrée » dans le monde réel, qui n'est pas entièrement subsumé dans le monde des idées globales.

Le développement des journaux se pose en des termes différents. Quatre textes traitent de l'impact d'Internet sur des journaux d'Amérique. La mise sur Internet force les journaux à s'adapter, mais également à se redéfinir, comme l'ont montré F. Demers (Université Laval) dans le cas du *Soleil de Québec* ou de *El Informador* du Mexique, ou encore Zélia Leal-Adghirni, de la presse en ligne locale au Brésil. La redéfinition n'est pas uniquement dans l'opposition entre local et régional ; elle s'exprime en termes de services offerts. La mise en ligne de portails de villes est probablement la manifestation la plus tangible de l'adaptation des journaux à la nouvelle donne ; D. Ruellan a montré comment, avec ces portails, se reconstruit le territoire des journaux. Pour l'instant les journaux sont en expérimentation ; différents modèles sont à l'essai. On peut penser que les journaux vont continuer de se transformer, convergence oblige. Cela vaut notamment pour les journaux locaux, pour lesquels la mise en réseaux, au deux sens du terme, est

probablement la clé de la survie. C'est d'ailleurs dans cette direction qu'évolue le *Soleil de Québec*, maintenant intégré à un groupe de presse qui est aussi un réseau (www.cyberpresse.ca), où la composante locale est de moins en moins évidente.

Les thèmes abordés dans les autres séminaires posent des questions qui sont d'un autre ordre : les exemples de la simulation (G. Dubey, Université Paris I), de l'imagerie médicale et de la télémédecine (A. Strauss, Université Paris VI), de même que la télésurveillance (J. Clédes) montrent que les nouvelles technologies s'imposent rapidement et surtout transforment les métiers et les relations des professionnels avec leurs clients. Deux autres textes, présentés lors du premier séminaire, s'intéressent aux réunions à distance. N. Château et D. Cardon (Centre National d'Étude des Télécommunications) examinent le rôle que jouent les réunions à distance, avec support du son et de l'image ou simplement du son. La conclusion la plus intéressante est peut-être que les réunions à distance ne semblent pas très différentes des autres types de

réunions : dans tous les cas, le succès dépend de la préparation. Plus encore, les réunions à distance ne se substituent pas aux autres types de réunions : elles offrent de nouvelles possibilités d'interaction, mais elles n'éliminent pas le besoin de réunions traditionnelles. Surtout que la lourdeur (et le formalisme) des réunions à distance ne convient pas à tous les types d'échanges, même si cette lourdeur peut être parfois un avantage.

Mais, il ne semble plus y avoir de différence fondamentale entre une réunion et une réunion à distance. Les usages, les métiers réclament parfois les TIC, parfois ce sont d'autres outils, plus traditionnels, qui sont préférables. Il y a là une manière de convergence : les usagers s'approprient les TIC, les intègrent peu à peu dans leurs vies, au point qu'elles deviennent peu à peu invisibles. C'est sans doute là la conclusion la plus intéressante de ces textes réunis ici par l'IUT de Lannion.

Paul Lewis
Université de Montréal